



LES INONDATIONS DE MASSACHUSETTS

Notre journal donne aujourd'hui les détails du désastre qui a fondu sur les villes de Williamsburg, Leeds et Haydenville, dans le Massachusetts. Le sentiment public s'est ému de cette catastrophe, et des souscriptions publiques n'ont pas tardé à être organisées à New-York et dans les autres grandes cités de l'union américaine.

Nous espérons que l'on se souviendra dans notre pays qu'un bon nombre des victimes de l'inondation sont des Canadiens-Français.

Nous avons invité nos compatriotes des Etats-Unis à venir fêter la St. Jean-Baptiste avec nous, sur le sol de notre commune patrie: nous voulons par là resserrer les liens qui ne doivent jamais cesser d'exister entre les enfants de la même famille; c'est là une bonne pensée, mais il semble qu'une pensée meilleure encore, un moyen plus efficace de prouver à nos frères toute notre affection, serait de venir à leur secours dans le grand malheur qui les frappe.

Quelqu'un prendra-t-il l'initiative de cette bonne action?

O. D.

L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE

A la fin d'un article sur "la question agricole" nous disions, la semaine dernière, que l'Etat n'avait pas encore songé à mettre l'enseignement de l'agriculture sur un pied convenable. Nous faisons erreur. Le gouvernement de Québec, il y a environ six mois, a rendu obligatoire cet enseignement dans toutes les écoles de la Province. Nos observations, en autant qu'elles se rapportent aux "gouvernants," ne s'appliquent donc qu'au passé, non au présent.

La mesure que vient de prendre le gouvernement local s'est fait longtemps attendre; mais peut-être la chose s'explique-t-elle par l'absence d'un bon manuel d'agriculture, d'un catéchisme agricole qui pût convenir à l'enfance. Il était réservé au Dr. Hubert Larue d'écrire pour les enfants des cultivateurs ce code de l'agriculture pratique, œuvre difficile à cause du langage qu'elle exige pour mettre à la portée des plus jeunes intelligences les principes de la chimie agricole. Le Dr. Larue, qui a le talent du vulgarisateur, a triomphé complètement de cette difficulté.

La circulaire suivante a été adressée au commissaires d'école de chaque paroisse:

MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE
Québec, ce 12 décembre 1873

MESSIEURS,

Considérant comme de la plus haute importance que quelques notions d'agriculture soient données dans nos écoles, je désire qu'on y introduise le *Petit Manuel d'Agriculture du Dr Larue*, et que tous les élèves en soient pourvus, si tôt qu'ils seront en état de pouvoir le lire. L'instituteur ou l'institutrice ne devra pas se contenter d'en faire faire la lecture, mais on devra le commenter autant que possible et voir à ce que tous les enfants puissent se mettre bien au fait de son contenu.

En envoyant vos ordres ici pour le nombre d'exemplaires dont vous aurez besoin, je verrai à ce qu'ils soient remplis.

J'ai l'honneur d'être,

Messieurs,

Votre obéissant serviteur,

GÉORGE OUMER.

Douze mille exemplaires de ce manuel ont été ainsi

placés dans les écoles depuis le mois de décembre dernier. C'est un grand pas de fait vers une réforme sérieuse.

Deux choses doivent inquiéter le public maintenant. D'abord, le "Manuel" est-il sérieusement enseigné dans les écoles?—On pourra, on devra s'en assurer aux examens de cette année.

Ensuite, le gouvernement qui augmente ainsi les obligations de l'instituteur, ne croit-il pas juste d'augmenter, à même le trésor de la Province, leur rémunération annuelle? L'instruction est essentielle au peuple, et ceux qui la donnent sont mal payés: c'est absurde.

O. D.

L'UNION BAS-CANADIENNE JUGÉE PAR LE "HERALD"

Le *Herald* discute dans un long article le projet d'union bas-canadienne. Pareille condescendance de la part de ce journal à prétentions prouve que l'idée fait du chemin, et le ton de ses appréciations démontre qu'elle est redoutable pour certaines gens. S'il est naturel aux Canadiens-Français de chercher dans l'union une sauvegarde, il est non moins naturel au *Herald* d'essayer à nous diviser pour nous affaiblir. Cette feuille a toujours combattu le caractère fédératif de nos institutions et prôné une législation unique pour toutes les provinces: système très-simple et très-prompt pour nous supprimer. Les annexionistes doivent goûter les arguments du *Herald* contre l'union bas-canadienne; aussi l'*Evénement* s'est-il hâté de traduire son article. Ni les partisans d'une union législative ni les annexionistes ne découvrent leur batterie, mais leur arrière-pensée est trop évidente lorsqu'ils tâchent de nous détourner d'une politique qui, en doublant nos forces, nous permettrait à la fois de maintenir nos propres droits et d'assurer l'intégrité des institutions fédérales.

Au reste, la tactique du *Herald* se ressent beaucoup de la gêne où le place l'obligation de cacher sa véritable pensée. Il tourne autour du pot, et, au lieu de discuter le projet en soi, il cherche à soulever les préjugés. Il fait appel à la fierté native des Canadiens-Français pour les détourner "d'un attroupement instinctif" qui les assimilerait à des "idiots," à "des moutons parqués ou à des hirondelles se préparant à émigrer." Cette métaphore, inspirée sans doute par le retour de la belle saison, porte à faux. Il n'est pas question de parquer les gens: que le *Herald* se tranquillise.

Il s'agit de former un parti politique. Le *Herald* n'ignore pas ce qu'est une organisation de parti: on s'entend sur un programme, sur quelques idées générales, on combat côte à côte, et si la victoire couronne la lutte, on s'attribue une part du butin, on se fait placer au Sénat ou ailleurs. Le *Herald* ne voudra pas appeler cette organisation un attroupement d'idiots sans honneur, sans indépendance, ne jugeant de rien par eux-mêmes, obéissant en aveugles ou en esclaves à une consigne. Non, il dénommera cela un parti politique, où chacun garde sa personnalité, tout en observant une discipline limitée d'avance et acceptée librement.

C'est un parti comme celui-là que nous voulons former, à cette différence près que le but de nos efforts ne sera pas le triomphe personnel de Pierre ou Jacques, ni une place

pour un tel ou un tel, mais la consécration d'un principe constitutionnel et la sauvegarde des droits qu'un peuple bien né chérit par-dessus tout.

On attaque la constitution, nous voulons la défendre: on nous attaque nous-mêmes, nous nous mettons sur la défensive. Le *Herald* rit de cela, et nous appelle idiots. Nous le serions en effet si nous ne comprenions que le désappointement, causé par nos préparatifs, lui a dicté ce langage courtois.

Unissons-nous, puisque le *Herald* redoute notre union.

O. D.

ECHOS DE LA PRESSE

Le *Nouveau-Monde* a publié un article qui a fait du bruit. Nous en faisons les extraits suivants:

On commence à parler de la fin de la session fédérale. A notre sens, la fin n'est pas possible avant que la Chambre se soit prononcée sur le rapport de son comité d'enquête dans les affaires du Nord-Ouest.

Nous comprenons que ceux qui craignent cet éclat du bon droit cherchent encore à trainer les choses en longueur et qu'ils tiennent assez peu à pousser devant la Chambre le travail de son comité; mais nous serions bien étonné si les hommes sérieux de cette même Chambre, si ceux qui désirent rendre justice au peuple de Manitoba et sauver la Confédération canadienne du déshonneur et de l'anarchie, n'étaient pas pour le bien tout aussi disposés et habiles que d'autres le sont pour le mal.

Nous avons assez de confiance dans une certaine partie de la Chambre pour croire qu'elle ne souffrira point qu'on étouffe la cause de la justice, la cause nationale des Métis par des délais et des intrigues. Et si le ministère commettait ou laissait commettre la faute de clore la présente Session Fédérale, avant d'avoir réglé la question, il s'attirerait de la part de tous les Catholiques de la Puissance un blâme si retentissant et si universel, jetterait par là le pays dans une si grande agitation, qu'il perdrait tout droit à l'appui des hommes de convictions et de cœur et ne mériterait pas de vivre un autre jour.

Mais, quelques jours plus tard, il est revenu sur ce sujet, et s'est exprimé ainsi:

"En justice pour les membres de ce comité, nous devons dire qu'ils ont posé leurs travaux avec la plus grande énergie et la plus grande activité; que les ennemis comme les amis de la cause de l'amnistie ont travaillé fermement à découvrir la vérité sur tous les faits arrivés pendant les troubles et n'ont pas cherché à retarder inutilement l'enquête; qu'il est dégagé de ce travail une lumière considérable qui servira, sinon immédiatement, du moins dans un avenir très rapproché, à faire obtenir la justice qui est due à M. Riel et à ses amis."

Les journaux quotidiens apprécient chacun à leur point de vue la session qui vient de finir. On lit dans la *Minerve*:

Il nous tarde de voir passer dans notre ville les ministres du gouvernement fédéral, de retour d'Ottawa.....

Les ministres arriveront portant chacun le fruit de leur travail: M. Dorion pliera sous le faix de la loi électorale; M. Fournier semblera chanceler sous le poids de son amendement à la loi des élections contestées; M. Letellier, en sa qualité de grand seigneur, sera suivi d'un domestique chargé de son arbre généalogique, et M. Huntington, comme le quatrième officier de la chanson de Malbrouck, ne portera rien.

En voilà un ministre qui a dû maigrir pendant la session. Il n'a pas soufflé mot!.....

La foule des admirateurs de nos faux bons hommes, les remerciera sans doute d'avoir, dans une session de plus de deux mois, réussi à élaborer une loi, un amendement et un projet de chemin de fer impraticable. Mais se trouvera-t-il parmi ces braves un homme—ce qu'on appelle un homme—capable de dire au milieu des thuriféraires et des fleuristes: "C'est bel et bon cette démonstration, mais M. Dorion, qu'avez-vous fait de vos promesses et des nôtres?"

L'*Evénement* dit de son côté:

La session s'est terminée le jour fixé dès l'ouverture. Cette